

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 26/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHAUX DE LA TOUR

1990 bis
route d'Avignon
84440 ROBION

Références : D-00054-2023
Code AIOT : 0006401264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 sur la carrière exploitée par la société CHAUX DE LA TOUR implantée 1990 bis route d'Avignon 84440 ROBION. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE LA TOUR
- 1990 bis route d'Avignon 84440 ROBION
- Code AIOT : 0006401264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société les Chaux de la Tour exploite une carrière au lieu dit "Les Espessades", sur les communes de Robion et Lagnes. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 18/06/2000, modifié par arrêté complémentaire du 18/06/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites apportées aux constats relevés lors de la visite d'inspection du 14/02/2020;
- Actions nationales 2022: Plan de Gestion des Déchets d'extraction (PGD).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Autre information
2	incendie	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 20	demande d'action corrective	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
3	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.1	demande d'action corrective	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
4	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.2	demande d'action corrective	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
8	comité de suivi de site	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 25	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
13	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
14	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
18	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
19	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
21	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Autre information
22	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
23	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet
24	Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Susceptible de mise Mise en demeure	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan de phasage, calcul GF, citernes	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R,181,46,II	/	Sans objet
5	plan de surveillance environnemental	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19,5	/	Sans objet
6	plan de surveillance environnemental	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19,8	/	Sans objet
7	plan de surveillance environnemental	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19,6	/	Sans objet
9	dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
12	Gestion des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
15	Gestion et suivi des zones de stockage – réseau de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
16	Gestion et suivi des zones de stockage –lixiviats	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
17	Gestion et suivi des zones de stockage –catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
20	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
25	Plan de gestion des déchets – Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
26	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 12 non-conformités au cours de cette visite : ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de phasage, calcul GF, citernes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181.46-II
Thème(s) : Situation administrative, plan de phasage, calcul GF, citernes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181.1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de

l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122.11, de l'article L.123.19 fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181.45. [...]
<p><u>Constats du 14/02/2020 (Écart n°1 en lien avec la remarque formulée lors de l'inspection du 13 juillet 2017)</u> : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de monsieur le Préfet les modifications suivantes, relatives aux conditions d'exploitation de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la modification du phasage d'exploitation et la mise à jour des garanties financières associée ; - la substitution des deux citernes de 20 000L par une seule citerne de 60 000L. <p>REMARQUE N° 1 : en appui à sa demande de modification des dispositions relatives au risque incendie, l'exploitant transmettra l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaire, dont notamment son « plan d'organisation des secours » (document référencé CTR-S-INST). Réponse de l'exploitant : actualisation du plan d'organisation des secours et transmission auprès du SDIS pour validation. Délai : fin 2ème trimestre 2020.</p> <p><u>constat le 16/11/2022</u> : L'exploitant a porté à la connaissance de monsieur le Préfet le 14/10/2021 l'actualisation du plan de phasage et la mise à jour des garanties financières associée, ainsi que la modification des dispositions de lutte contre un incendie. L'inspection en retour a émis une demande de compléments adressée à l'exploitant par courrier du 15/06/2022.</p> <p>En réponse, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance modifié, daté du 13/10/2022 (reçu à l'unité interdépartementale Vaucluse-Arles le 29/12/2022). L'exploitant précise également avoir envoyé le plan d'organisation des secours au SDIS par courriel du 03/10/2022 pour avis, sans toutefois avoir obtenu de retour. Enfin, il a communiqué à la DREAL le justificatif de réception d'un point d'Eau Incendie " PENA", en date du 24/11/2022 pour un volume de 60 m3, transmis par le SDIS 84.</p>
Observations : le porté à connaissance complété du 13/10/2022 est actuellement en cours d'instruction par les services de la DREAL.
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : /

N° 2 : incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les abords de l'exploitation seront débroussaillés et entretenus sur une profondeur de 20 mètres minimum. [...]</p>
<p><u>Constats du 14/02/2020 (écart n°2 en lien avec l'écart n°1 relevé lors de l'inspection du 13 juillet 2017)</u>: l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la réalisation des opérations de débroussaillage depuis 2015, sur une profondeur de 20 mètres minimum.</p> <p>Réponse de l'exploitant : le débroussaillage, suivant le plan présenté par l'exploitant lors de la visite, de la face sud de la carrière (Zone 2-3) a été lancé en février 2020. Les zones 1 et 2 (Nord et Est) seront faites en 2020 ou 2021, selon les budgets. Date de début des travaux le 24/02/2020, plan de prévention signé avec la société Les Jardins Provençaux et l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/11/2022, l'exploitant a présenté la facture de 2020 de la SAS "Los Jardins Prouvençaux" N° 2020/112, pour un montant de 10 500,00 euros relative au débroussaillage sur une profondeur de 20 m . Le broyage des déchets verts a été réalisé sur place.</p>

<p>Pour l'année 2021, l'exploitant a présenté la facture 2021/034 émise par la SAS "Los Jardins Prouvençaux" pour un montant de 10 500,00 euros pour un débroussaillage. Le broyage des déchets verts a été réalisé sur place.</p> <p>Pour l'année 2022, une commande est prévue pour la fin de l'année, concernant les zones 2 et 3 du site.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit faire parvenir sous un mois la facture correspondant aux travaux de débroussaillage réalisés fin 2022, ainsi qu'un plan récapitulatif des différentes zones concernées par les travaux effectués depuis 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées par temps sec et venteux.</p>
<p><u>Constat du 14/02/2020 (écart N° 3) :</u> les pistes de la carrière ne sont pas régulièrement humidifiées par temps sec et venteux, lors de la période de chômage du canal alimentant le site (mois de novembre à février). Réponse de l'exploitant : la société va étudier en 2020 trois possibilités pour maintenir l'approvisionnement en eau durant la période de chômage : - remise en service des forages existant sur l'usine ; - travailler avec une autre société d'irrigation ; - créer un stockage tampon pour humidifier les pistes sensibles durant cette période de chômage. Le choix le plus pertinent vous sera communiqué, cela à l'approche de la prochaine période de chômage du Canal de l'Isle sur la Sorgue, distributeur en eau sur le site de l'exploitant.</p> <p><u>constat le 16/11/2022 :</u> concernant l'arrosage des pistes, l'exploitant s'est rapproché de la société Bétons Granulats Sylvestre située sur la commune de Maubec pour mise à disposition d'un camion citerne, permettant d'arroser les pistes par temps secs et venteux en période de chômage du canal. L'exploitant précise par courriel du 18/11/2022 qu'un devis est en cours.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, sous une semaine, faire parvenir les justificatifs relatifs à la mise en oeuvre effective de la solution retenue pour l'arrosage des pistes en cas de chômage du canal .</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Convoyeurs : Le capotage complet des convoyeurs est assuré. Les points de jetée des tapis seront munis d'un système d'aspersion.</p>
<p><u>Constats du 14/02/2020 (écart n°4) :</u> les installations de premier traitement des matériaux ne disposent pas de convoyeurs entièrement capotés, ni de système d'aspersion sur l'ensemble des points de jetée des tapis.</p>

<p>Réponse de l'exploitant : Les machines de concassages sont livrées conformes aux prescriptions CE. N'ayant pas de convoyeurs capotés intégrés, la mise en place d'un capotage n'est pas prévue et pas possible sans modifier la conformité de la machine. La mise en place de buses d'aspersion est possible. Au titre d'information du matériel de concassage, criblage :</p> <p>a) sur le matériel n°1415S :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tapis de stérile capoté et équipé d'asperseur, - tapis de 20/50 équipé d'un asperseur, non capoté. Sortie prévue pour catégorie gravier, non besoin de système d'abattage des poussières, - tapis d'alimentation du crible non capoté, - tapis de 0/22 non capoté équipé d'un asperseur en sortie de concasseur <p>b) sur le matériel n°6203 : seul le tapis de sable nécessite un moyen d'abattage des poussières.</p> <p>L'exploitant va demander à son prestataire de se mettre en conformité en 2020 et contrôler la mise en service des asperseurs aux points prévus, cela pour mise en application avant fin du 2eme trimestre 2020. Engagement prestataire BG Sylvestre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de la cuve à eau raccordable au réseau eau machine dès la mise à disposition de l'eau en carrière, - remise en état des asperseurs et création de ceux manquants. <p><u>constat le 16/11/2022</u> : il n'a pas été constaté la présence du concasseur sur la zone d'exploitation le jour de l'inspection. En réponse, l'exploitant a transmis par courriel du 18/11/2022 les photos attestant de la mise en place d'asperseurs sur plusieurs jetées de tapis. En revanche il n'existe pas de recensement relatif à la remise en état des asperseurs. La création de ceux manquants n'a pas été communiquée à l'inspection.</p>
<p>Observations : L'exploitant communiquera sous un mois le recensement des asperseurs en place sur l'installation de traitement des matériaux, en justifiant de l'exhaustivité du traitement des jetées de tapis susceptibles de contenir des matériaux fins.</p>
<p>Type de suites proposées : susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : plan de surveillance environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance environnemental</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</p>
<p><u>Constat du 14/02/2020 (écart n°5)</u> : le plan de surveillance environnemental du 26 février 2018, relatif aux retombées de poussières issues du site, ne comprend pas les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification de l'ensemble des sources/zones d'émissions de poussières, telles que recensées dans le volet n°7 de l'étude d'impact de novembre 1998, fournie en appui à la demande d'autorisation ; - l'importance respective des différentes sources d'émissions précitées ; - les conditions météorologiques (rose des vents, précipitations...) et topographiques du site. <p>Réponse de l'exploitant : le plan de surveillance sera revu, mise à jour et transmis par l'exploitant pour la fin du premier semestre 2020.</p>

<p>La visite d'inspection du 16/11/2022 a permis de constater que l'exploitant a mis à jour le plan de surveillance. Celui-ci comprend l'identification de l'ensemble des sources/zones d'émissions de poussières avec l'implantation de 7 points de mesures retenus dans le plan de surveillance environnemental. Celui-ci précise les zones d'émissions de poussières, leur importance, les conditions météorologiques et topographiques du site, le choix de la localisation des stations de mesure et leur nombre.</p> <p>Actuellement, il existe 7 points de mesures:</p> <p>Jauge 1: station de mesure de type (a): lieu non impacté par l'exploitation de la carrière en amont du vent dominant.</p> <p>Jauges 2,3,7: station de mesure de type (b): premiers riverains situés à moins de 1500 mètres de la carrière.</p> <p>Jauge 6: station de mesure de type (b): vignoble au sud-est du site. Cette station de mesure vise à vérifier les retombées de poussières au niveau du vignoble assorties de mesures relatives au dosage de calcium.</p> <p>Jauges 4, 5: station de mesure de type (c): situées en limite de site, en aval du vent dominant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : plan de surveillance environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p>
<p><u>Constats du 14/02/2020 (écart n°6) :</u> l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la représentativité des données météorologiques utilisées dans le cadre de la surveillance de ses retombées de poussières.</p> <p>La visite d'inspection du 16/11/2022 a permis de constater la représentativité des données météorologiques utilisées dans le cadre de la surveillance de ses retombées de poussières. Le plan de surveillance environnemental de 2020 comprend en particulier : les données météorologiques (direction et vitesse du vent, température et pluviométrie) sont fournies par Météo France avec un point d'observation virtuel, issu de l'extrapolation des données de la station météo la plus représentative (la carrière n'étant pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : plan de surveillance environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). [...]
<u>Constats du 14/02/2022 (écart N° 7) :</u> L'exploitant n'a pas mis en place de station de mesure de type b, à proximité des premiers riverains situés près de l'entrée principale du site. Réponse de l'exploitant : une jauge n°7 sera mise en place au niveau de la maison située dans le virage en sortie du site. Le plan de surveillance sera revu en incluant cette nouvelle jauge. Mise en place lors des prochains relevés. Commande faite de l'exploitant auprès de notre fournisseur. La visite d'inspection du 16/11/2020 fait apparaître la mise en place d'une nouvelle jauge n°7 implantée au niveau de la maison située dans le virage en sortie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : comité de suivi de site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 25
Thème(s) : Situation administrative, comité de suivi de site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un comité de suivi composé d'un représentant de : L'exploitant, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche, et de l'Environnement, l'association des Chaux de la Tour, Messieurs les maires de Lagnes et Robion, Monsieur le Président de l'U.D.V.N, le Parc Naturel Régional du Lubéron.
<u>Constat du 14/02/2020 (remarque N° 2) :</u> l'exploitant devra organiser un comité de suivi de site en 2020, en application des dispositions de l'article 25 de l'arrêté d'autorisation du 18/08/2000. Réponse de l'exploitant : proposition de 2 dates : 12 ou 19/06/2020. Lors de la visite d'inspection du 16/11/2022, l'exploitant explique que le dernier comité de suivi de site date de l'année 2017. Les années 2020 et 2021 marquent les événements sanitaires liés au COVID_19. En 2022, l'exploitant déclare l'absence de démarche relative à la mise en place d'un comité de suivi de site, il précise également que celui-ci sera mis en œuvre pour l'année 2023 (premier semestre).
Observations : L'exploitant doit sous 3 mois organiser un comité de suivi de site conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/08/2000. Il tiendra informée madame la Préfète du bon déroulé de ces démarches ainsi que de la date retenue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. [...]
Constats : <u>Remarque N° 4 du 14/02/2020</u> : l'exploitant transmettra les justificatifs relatifs au dispositif de dépoussiérage en place sur l'engin de foration des trous de mines (photos, documentation technique). Réponse de l'exploitant: La foreuse SMARTROC C50 est équipé du dépoussiéreur de type DCT 200. Le descriptif technique est en page 7 « dust collector » du document commercial joint. La visite d'inspection a permis de constater que la foreuse "SMARTROC C50" est équipée du dépoussiéreur de type DCT 200. L'exploitant a par ailleurs fait parvenir à l'inspection le document technique correspondant à la suite de l'inspection du 14/02/2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : La visite d'inspection du 16/11/2022 a permis de constater l'existence d'un stockage de déchets inertes issus de l'extraction. Le stockage est constitué de terres de découvertes, recouvertes d'une végétation de moyenne hauteur. Ce stockage est en place depuis plus de trois ans.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écoulements, d'envols de poussière, de glissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la quantité des matériaux stockés, aucune information n'est présente dans le PGD version 2022, transmise par courriel du 04/11/2022 à la DREAL. Les matériaux stockés sont des terres issues des opérations de découvertes.
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD en précisant la quantité de terres de découvertes stockées. L'estimation pourra être effectuée par un géomètre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place un plan topographique permettant de localiser explicitement la zone de stockage temporaire.
Observations : Le PGD doit être complété, sous 1 mois, par un plan topographique intégrant de façon explicite la localisation de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion et suivi des zones de stockage – réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : L'arrêté d'autorisation ne prévoit pas la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser en lien avec la présence du stockage de déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion et suivi des zones de stockage –lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : - au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ; - à la récupération et au traitement des lixiviats ; - à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.
Constats : L'étude d'impact ne prévoit pas de dispositions particulières relatives à la gestion des lixiviats issus du stockage de déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Gestion et suivi des zones de stockage –catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le PGD version 2022 ne retient pas le classement en catégorie A du stockage de déchets inertes d'extraction présent sur le site. Aucune perte d'intégrité de la zone de stockage des déchets d'extraction (partie visible) n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le PGD version 2022 ne précise pas les quantités totales de terres de découvertes qui seront stockées durant la période d'exploitation.
Observations : Le PGD doit être complété, sous 1 mois, en précisant les quantités totales de terres de découvertes qui seront stockées durant la période d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le PGD version 2022 ne mentionne pas le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Observations : L'exploitant doit insérer dans le PGD, sous 1 mois, le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD de l'exploitant version 2022 mentionne que les déchets d'extraction sont uniquement liés aux opérations de décapage et qu'ils seront réutilisés pour la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD version 2022 ne décrit pas les effets possibles du dépôt des déchets d'extraction sur l'environnement et la santé humaine (envols de poussières,...), ni les moyens de prévention mis en œuvre pour réduire les impacts.
Observations : L'exploitant doit sous un mois compléter le PGD et décrire en particulier les effets possibles de son activité sur l'environnement et la santé humaine ainsi que les moyens mis en œuvre pour réduire les impacts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD version 2022 ne précise pas les procédures de contrôle et de surveillance (suivi poussières...).
Observations : L'exploitant doit sous un mois indiquer les procédures de contrôle et de surveillance au sein du site autorisé, en lien avec la gestion des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD version 2022 ne décrit pas les conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets.
Observations : L'exploitant doit insérer dans le PGD, sous 1 mois, la description des conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



N° 24 : Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD version 2022 ne comporte pas de descriptif de l'état du terrain d'assiette du stockage des déchets d'extraction et ainsi ne se positionne pas sur les dommages potentiels qu'il serait susceptible de subir.
Observation : L'exploitant devra compléter le PGD version 2022 sous un mois en décrivant l'état du terrain d'assiette du stockage des déchets d'extraction et en se positionnant sur les dommages potentiels qu'il serait susceptible de subir.
Type de suites proposées : Ssusceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Plan de gestion des déchets – Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction
Constats : Aucun risque d'accident majeur n'est répertorié dans l'étude de danger suivants les dispositions de l'arrêté du 19/04/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p> <p>Constats : <u>Remarque N° 3, du 14/02/2020 :</u> l'exploitant devra compléter la signalisation sur site, en ajoutant des rappels sur la limitation de vitesse des véhicules applicable sur la zone d'extraction des matériaux. De même, des panneaux rappelant la nécessité du bâchage ou de l'arrosage des bennes des camions sortant du site devront être installés.</p> <p>La visite d'inspection du 16/11/2022 a permis de constater la présence de panneaux rappelant la nécessité du bâchage ou de l'arrosage des bennes des camions sortant du site, ainsi que sur les limitations de vitesse.</p>
 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet